

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Ettaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Ettaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Ettaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles



OBJET : Foncier / Ressource en eau - réservoir de Miramont-Sensacq (40) - Convention avec Enedis pour l'établissement d'une servitude liée à l'implantation d'une armoire de coupure

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est propriétaire de la parcelle E 0433 sise au lieu-dit « Lescoulier » sur la commune de Miramont-Sensacq (40). Cette parcelle partiellement boisée d'une superficie totale de 8,8565 ha sert d'accès et de parking principal pour le site du réservoir de Miramont.

La société Enedis souhaite installer une armoire de coupure et tous ses accessoires sur la ligne haute tension alimentant le réseau de distribution publique d'électricité.

Dans ce cadre, Enedis sollicite l'occupation d'une superficie de 15 m² sur la parcelle E 0433, ainsi que le droit de passage pour les canalisations aériennes et enterrées en amont et en aval de l'armoire (60 m), et le droit d'accès à l'ensemble de ces installations électriques. Ces installations électriques sont suffisamment éloignées du barrage et de ses ouvrages annexes pour être sans incidence sur ceux-ci.

Dans ce cadre, il convient de signer avec la société Enedis une convention de « mise à disposition pour l'implantation d'un poste de distribution publique constitutive de droits réels », dont le projet est annexé à la présente décision.

La convention est conclue pour la durée des ouvrages électriques.

Après signature, la convention pourra être authentifiée devant notaire, au frais d'Enedis, à la suite de la demande de l'une des parties, pour être publiée au service de la publicité foncière.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- De donner son accord pour la mise à disposition d'une emprise de 15 m² sollicitée par la société Enedis pour l'implantation de l'armoire de coupure,
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition à intervenir avec la société Enedis, telle qu'annexée,
- D'autoriser la publication de cette convention au service de la publicité foncière, au frais d'Enedis,
- D'autoriser le président à signer la convention.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Commune de : Miramont-Sensacq

Département : LANDES

N° d'affaire Enedis : DD26/035948 40 - SDO-RP-2020-002123 - CS GARLIN

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense CEDEX, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Madame Céline VAUTRELLE agissant en qualité de Directrice Régionale Enedis Pyrénées Landes, 4 rue Tristan Derème, CS 27522, 64075 PAU Cedex, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **INSTITUTION ADOUR représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du**

Demeurant à : **CONSEIL GENERAL DES LANDES 38 RUE VICTOR HUGO, 40000 MONT-DE-MARSAN**

Téléphone :

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par l'appellation " le propriétaire "

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un Terrain d'une superficie de 15 m², situé LESCOULIER faisant partie de l'unité foncière cadastrée E 0433 d'une superficie totale de 88565 m².

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Armoire de coupure et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis. l'(le) Armoire de coupure et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis.

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Armoire de coupure et la distribution



publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Armoire de coupure ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire

ARTICLE 10 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 11 – FORMALITES

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en TROIS ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
INSTITUTION ADOUR représenté(e) par son (sa) , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

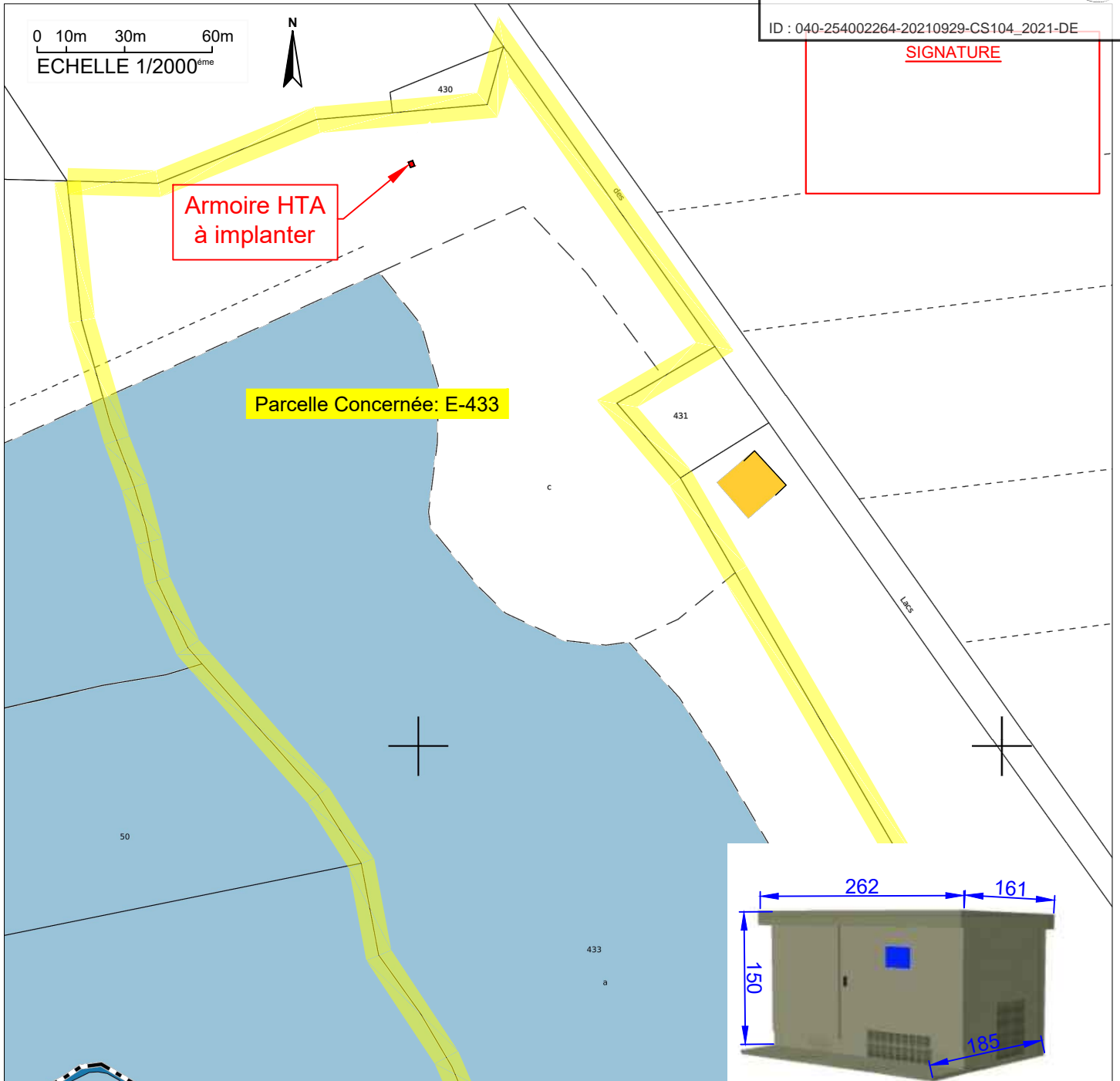
A....., le

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Convention Poste Hors R332-16 CU -
Reçu en préfecture le 04/10/2021



ID : 040-254002264-20210929-CS104_2021-DE

SIGNATURE



Echelle: 1/250

